28 mars 2025 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration du Président de la République à l’occasion de l’entretien avec Joseph Aoun, Président de la République du Liban.

Emmanuel MACRON

Monsieur le Président, messieurs les ministres, messieurs les ambassadeurs, mesdames, messieurs.

Je veux, avant toute chose, remercier très chaleureusement le Président de la République libanaise d'être venu aujourd'hui à Paris pour honorer les liens d'amitié indéfectibles entre nos deux pays, alors que le Liban subit toujours les conséquences d'une situation régionale instable.

Et je veux ici dire toutes mes pensées, ma solidarité aux Libanais, aux Beyrouthins qui ont subi de nouvelles frappes ce matin en violation du cessez-le-feu. Lorsque j'étais venu à Beyrouth, dans la foulée de votre élection, Monsieur le Président, le 17 janvier dernier, pour vous marquer notre soutien, vous m'aviez promis de réserver votre premier déplacement officiel en dehors de la région à la France. Vous avez tenu cette promesse. C'est un symbole fort de votre confiance dans la solidité du soutien français à votre pays pour traverser l'ensemble des épreuves qui se présentent à lui et cheminer sur la voie tracée par vous-même et par votre gouvernement pour rétablir le Liban dans sa pleine souveraineté et engager la reconstruction que les Libanais attendent. La France est plus que jamais mobilisée à vos côtés, car nous croyons dans la pertinence de votre action, de l'agenda souverainiste et réformateur que vous travaillez à mettre en œuvre depuis votre arrivée au pouvoir avec le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement. La France est aussi à vos côtés, par conscience de l'ampleur des défis à surmonter qui nécessitent l'aide exigeante des partenaires du Liban. Cette aide, nous la portons en priorité sur la restauration des institutions libanaises, car c'est la clé qui permet ensuite d'engager la communauté internationale pour la reconstruction du pays et, au-delà, pour son redressement économique, durable.

Mon envoyé personnel, Jean-Yves LE DRIAN, était au début de la semaine à Beyrouth, dans le cadre d'une mission nouvelle sur la reconstruction du Liban et la relance de son économie. Les échanges qu'il a eus à cette occasion permettront de mettre sur pied le plus rapidement possible un cadre institutionnel qui réponde aux exigences internationales en matière de financement, à même de convaincre les partenaires du Liban de s'engager. Ce travail se prolongera par un déplacement à Riyad, puis à Doha dans les prochaines semaines, en étroite coordination avec les autorités libanaises. Ce travail traduit l'approche en deux temps dont nous sommes convenus. Dans un premier temps, en marge des assemblées de printemps, nous allons nous réunir avec les amis du Liban pour soutenir les réformes structurelles initiées en amont par l'exécutif libanais et travailler à une première aide financière pour la reconstruction. À cet égard, les réformes bancaires et celles du Comité pour la reconstruction seront cruciales pour engager les partenaires.

Dans un second temps, en fonction des réformes institutionnelles et économiques lancées par le gouvernement libanais, nous pourrons accueillir à Paris, au moment opportun, une nouvelle conférence internationale sur le redressement du Liban. Cet événement aura vocation à préparer l'approbation d'un programme de financement de Fonds monétaire international. Dans cette perspective, nous allons évoquer avec le Président AOUN la poursuite du travail de coopération initié ces dernières semaines entre nos deux gouvernements. Il porte en priorité sur la refonte de la justice libanaise dont vous connaissez l'attachement de la France. Une délégation française de haut niveau se rendra prochainement à Beyrouth pour travailler à la mise en place rapide de coopérations judiciaires et techniques au profit des magistrats libanais. L'autre priorité de coopération, c'est l'énergie. Car le Liban a besoin d'un secteur énergétique performant qui le rende moins vulnérable à l'instabilité régionale pour relancer durablement son économie, ses industries et attirer les investissements. Aussi, la France est-elle disposée à mobiliser son expertise, ses entreprises et l'ensemble des partenaires pour contribuer à de grands projets stratégiques dans ce secteur.

Je le disais au début de mon propos, Monsieur le Président, nous croyons dans votre agenda de souveraineté. Et je le dis avec d'autant plus de gravité que les frappes inacceptables sur Beyrouth, encore ce matin, et que le regain de tension observé de part et d'autre de la ligne bleue marque aujourd'hui un tournant, et que cette tension est profondément inefficace et injuste. Et donc, la France continuera d'être à vos côtés pour préserver cette souveraineté et assurer pleinement, justement, votre sécurité. C'est ce que nous voulons faire à vos côtés dans le Sud. C'est ce que nous voulons faire aussi à la frontière avec la Syrie, avec une situation, là aussi, extrêmement délicate. Pour cela, la France continuera à se tenir résolument aux côtés du Liban dans la continuité de son engagement, aux côtés des États-Unis et des Nations-Unies, pour la mise en œuvre du cessez-le-feu conclu le 26 novembre dernier avec Israël. Des progrès réels ont été réalisés ces derniers mois. L'armée libanaise a repris possession de la quasi-totalité du Sud-Liban et progresse de façon volontaire dans le désarmement du Hezbollah. Votre détermination à établir le monopole de l'État sur les armes a déjà produit des résultats. Dans ce contexte, les frappes du jour, le non-respect du cessez-le-feu, sont des actions unilatérales qui trahissent une promesse donnée et qui font le jeu du Hezbollah. La dynamique en cours doit se poursuivre et chacune des parties devra respecter ses engagements pour ne pas compromettre les progrès réalisés. L'armée israélienne doit se retirer au plus vite des cinq positions qu'elle continue d'occuper en territoire libanais afin de permettre à l'armée libanaise de s'y déployer et aux populations civiles de rentrer chez elle.

La France continuera d'œuvrer, elle, en ce sens, en étant force de proposition concrète et réaliste vis-à-vis des attentes libanaises et israéliennes. Je rappelle à cet égard que nous avons proposé que les contingents les plus robustes de la force intérimaire des Nations-Unies se déploient sur les points tenus par Israël, en coordination avec l'armée libanaise et sous la supervision du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu où sont engagés des officiers américains et français. Cette proposition est toujours sur la table. Aussi, nous ferons le point avec le Président AOUN sur l'ensemble des voies et moyens d'améliorer la situation, la proposition faite par les États-Unis de favoriser des négociations directes, la libération aussi des prisonniers libanais tenus par Israël, qui demeure une priorité et qui doit faire partie, justement, des avancées. La France soutient toujours les efforts de dialogue dans la région et tout effort visant à renforcer la stabilité régionale. Nous serons donc prêts à nous engager dans la voie tracée par le partenaire américain dès lors, et j'insiste sur ce point, que les parties libanaises et israéliennes auront toutes deux fait part, de façon souveraine, de leur disposition à engager un dialogue autour de ces propositions.

Cette visite de travail nous a aussi permis d'évoquer la coopération avec la Syrie. Nous avons en effet commencé notre entretien par un échange avec le Président de transition AL-CHAARA, avec lequel nous avons eu une longue discussion, à la suite en particulier de la rencontre tenue à Djeddah entre les ministres de la Défense syriens et libanais. Il s'agit à cet égard de travailler à renforcer les souverainetés respectives du Liban et de la Syrie, la sécurité de leur frontière commune et évoquer le lancement d'un processus qui, nous l'espérons, pourra mener à la démarcation de cette partie de la frontière des deux pays. La France a proposé d'être facilitateur de ce dialogue, d'apporter aussi ces moyens de surveillance, et l'échange que nous avons eu a été très fructueux.

La question des réfugiés syriens, de leur retour sûr et volontaire en Syrie a également été évoquée avec les chefs d'État. Et là aussi, nous avons fait plusieurs propositions. Nous avons ensuite été rejoints par le Premier ministre grec et le Président chypriote, et nous avons tenu une longue discussion à cinq, qui a permis de définir des voies de coopération et d'action en matière de sécurité, d'engagement de réforme sur la frontière, sur le retour des réfugiés, de mobiliser aussi les financements et l'action internationale à cet égard. Et nous avons décidé d'une feuille de route qui sera finalisée dans les prochaines heures et sur laquelle s'engageront les cinq pays qui étaient ici rassemblés. Cette coopération régionale inédite est une avancée majeure pour aider là aussi à renforcer la souveraineté du Liban et pour aider à consolider la stabilité de la région. Monsieur le Président, en janvier, lors de ma visite, j'avais été frappé par l'espoir immense que les Libanaises et les Libanais exprimaient.

Et aujourd'hui, à vos côtés, je crois que le Liban est sur la bonne voie. Monsieur le Président, je me réjouis de continuer nos échanges pour dessiner ensemble ce Proche-Orient plus stable, mieux intégré, respectueux des droits de tous les peuples, sans exception, auquel vous et le Liban aspirez après de trop nombreuses années de violence et d'incurie. Nous serons à vos côtés pour assurer le succès de votre mandat en ce sens. Et fidèle à notre histoire, je serai heureux, Monsieur le Président, de vous recevoir pour une visite d'État qui nous permettra de dire encore l'amitié indéfectible qui lie le Liban et la France et permettre aussi de consolider les travaux que nous avons lancés ces dernières semaines et consolider encore aujourd'hui.

Merci, Monsieur le Président, de votre présence, tout particulièrement aujourd'hui. Et sachez le soutien et l'amitié de la France indéfectible.

Journaliste

Bonjour. Je veux poser la question au Président français. M. le Président, Israël vient d'attaquer Beyrouth. Pourtant, le Hezbollah a déclaré ne pas avoir tiré des roquettes aujourd'hui sur Israël. Que peut faire la France pour mettre fin aux frappes israéliennes ? Et avez-vous entrepris des contacts pour empêcher une escalade ?

Emmanuel MACRON

Pour votre question, nous avons tout à la fois la FINUL et le mécanisme de suivi piloté par la France et les États-Unis. Nous attendons d'avoir les rapports complets. À ce stade, en effet, nous n'avons pas eu d'informations signalant des frappes du Hezbollah ou des activités militaires au Sud. Et donc, les prochaines heures nous permettront de clarifier la totalité de ces points, mais à ce stade, je peux vous dire qu'il n'y avait pas d'activité qui justifiait des frappes. Et donc, il est absolument nécessaire que le cadre que nous avons défini, pardon, qui a été agréé par le Liban et par Israël soit dûment respecté. Il n'a pas été respecté aujourd'hui par Israël. De manière unilatérale, et sans que nous n'ayons eu ni information ni preuve des faits générateurs ou du déclenchement. Forts de cela, nous allons continuer d'y travailler ensemble avec nos équipes. J'appellerai dans les prochaines heures le Président TRUMP pour échanger avec lui sur ce sujet. Le ministre fera de même avec son homologue. Et j'aurai l'occasion d'avoir dans les 48 prochaines heures le Premier ministre israélien pour avoir, entre autres, un échange nourri sur ce sujet. Mais la situation d'aujourd'hui n'est pas acceptable et elle n'est pas conforme au cadre que nous avons défini.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président AOUN. Vous avez donc tenu un entretien trilatéral avec le nouveau dirigeant syrien. Mes questions s'adressent aux deux Présidents. D'abord, vous êtes-vous mis d'accord sur des garanties mutuelles pour assurer la sécurité de la frontière syro-libanaise et pour éviter de nouvelles tensions ? Et comment la France peut participer d'une manière ou d'une autre à ce mécanisme de surveillance que vous avez évoqué ? Deuxième question sur la question du retour des réfugiés syriens dans leur pays. Est-ce un impératif, selon vous ? Et quelles sont les propositions qui ont été faites, Messieurs les présidents, sur ce sujet ? Enfin, une question particulière pour vous, monsieur le Président. Est-ce que vous allez recevoir à l'Élysée bientôt, dans les prochaines semaines, le nouveau dirigeant syrien ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Il y a eu une discussion, en effet, sur l'ensemble de ces sujets. D'abord sur la coopération à la frontière. Il a été acté, elle a déjà commencé, mais une reprise formelle des échanges et du travail conjoint au niveau militaire par les commandements locaux et les forces disposées. Ensuite, des mécanismes de coordination militaire et politique entre les deux pays pour pouvoir, justement, avoir une action efficace à la frontière. Il y a une grande clarté, je dois dire, à ce stade, en tout cas du Président de la transition, pour assurer et participer à la sécurité aussi du Liban, parce que vous savez combien cette frontière est sensible.

À cet égard, la France a offert de faciliter ces échanges, de pouvoir mettre à disposition, d'ailleurs, des mécanismes de coopération militaire pour fluidifier ces échanges et les rendre plus opérationnels. Et nous avons également mis à disposition des moyens de surveillance et de suivi, justement, pour lutter contre les trafiquants ou les mouvements d'armes. Avec nos capacités d'observation en particulier, nous avons la possibilité d'aider au bon fonctionnement de cette coopération à la frontière, ce que nous ferons. C'est ce rôle de facilitateur et ce rôle d'aide à la surveillance de la frontière qui sera joué par la France.

Ensuite, nous avons acté aussi une reprise, mais qui peut venir dans un second temps, du travail dans un cadre onusien avec l'envoyé spécial du secrétaire général, pour revenir sur les travaux de démarcation qui sont indispensables. La France jouera son rôle pour accompagner, aider, et aussi par sa connaissance de l'historique du dossier sous toutes ses formes. Nous avons commencé à avoir, en effet, cet échange.

Sur la question du retour des réfugiés, elle est évidemment essentielle. Elle est essentielle pour un pays comme le Liban. Le Président AOUN a rappelé le poids, la charge que cela représente depuis tant d'années pour le peuple libanais, mais aussi pour toute la sous-région. C'est aussi pour cela que nous avons eu cette discussion avec, en particulier, le Président chypriote et le Premier ministre grec.

Le préalable à un retour, c'est d'avoir une représentation politique qui prend en compte la totalité de la société civile et dans toutes ses composantes en Syrie. C'est l'engagement qu'a pris le président, et ce sont normalement les annonces qu'il fera demain. C'est aussi d'assurer la sécurité de tous les Syriens sur leur sol. Et donc la question de la sécurité des Syriennes et des Syriens présents sur leur sol et de ceux qui reviendront est absolument clé. Nous avons offert des mécanismes de coopération et engagé le travail. Nous avons proposé, ça fait partie de la feuille de route qui sera rendue publique dans les prochaines heures, qu'il y ait une mobilisation de la Communauté internationale, c'est-à-dire des pays, des 5 pays signataires, mais aussi de pays contributeurs et donneurs, du HCR, de la Banque mondiale, pour travailler à un cadre de retour des réfugiés en Syrie. Parce qu'il faut, non seulement que la sécurité soit assurée, mais qu'il y a un cadre stable socio-économique pour que ces réfugiés prennent place. Nous sommes prêts à nous engager, si l'engagement est clair du côté syrien, c'est ce qui nous a été dit, pour les aider en ce sens.

De manière vraiment très claire, pour moi, c'est une des priorités. Je l'ai dit à plusieurs reprises au président de la transition en Syrie, dans l'échange que j'ai eu aujourd'hui, bilatéral, et dans l'échange du 1er février, nous considérons qu'un gouvernement qui prenne en compte toutes les composantes de la société civile syrienne, la lutte très claire et ferme contre le terrorisme et le retour des réfugiés sont 3 éléments sur lesquels la transition sera jugée, et je le dis depuis un pays où nous avons fait confiance à cette transition en poussant pour la levée des sanctions européennes. Donc voilà ce que nous ferons. À cet égard, en fonction des évolutions des prochaines semaines, nous sommes tout à fait prêts, en effet, à poursuivre ce dialogue et à recevoir le président de la transition. Mais les prochaines semaines seront déterminantes pour pouvoir vérifier, mesurer cela. Mais je dois dire que les discussions que nous avons eues jusqu'alors sont tout à fait positives.

Journaliste

Bonjour. Première question. Monsieur le Président, vous avez dit qu'il n'y avait pas encore aujourd'hui de garantie sécuritaire d'un retrait israélien du sud du Liban. Avez-vous demandé aux États-Unis et à la France des garanties ? Si c'est le cas, quelles sont-elles ? Et est-ce qu'elles ont été acceptées ou refusées ? Deuxième question. Le Hezbollah dit qu'il n'a pas envoyé de roquettes en direction d'Israël. Est-ce qu'on peut savoir qui les a envoyées ? Et c'est la deuxième fois que cela arrive. Accepterez-vous la proposition américaine pour des négociations directes ? C'est ce dont on a entendu parler.

Est-ce que la France, aujourd'hui, est-elle capable de faire pression sur Israël ? On a l'impression que ce sont les États-Unis qui tiennent toutes les cartes. Et qu'est-ce qu'on demande encore du Liban pour qu'Israël tienne sa part de ce cessez-le-feu ? Merci.

Emmanuel MACRON

Le rôle de la France est d'une part d'être engagée dans le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, et donc c'est pour ça aussi que nous aurons à nous exprimer avec les États-Unis d'Amérique, car nous sommes les garants, à travers ce mécanisme du respect du cessez-le-feu qui a été agréé par le Liban et Israël. Et c'est un rôle de tiers de confiance. Nous sommes également engagés, à travers notre contingent, dans la FINUL, qui joue un rôle essentiel en soutien des forces armées libanaises pour assurer la sécurité au sud. Enfin, nous sommes engagés en tant que soutien et partenaire des forces armées libanaises à travers les différentes actions et la coopération bilatérale. Pourquoi ? Parce que nous croyons dans la souveraineté du Liban et dans le fait que le monopole des armes, de l'armée, comme l'a voulu le Président et comme, d'ailleurs, les dernières semaines ont montré que c'est quelque chose qui pouvait changer, et nous pensons que la lutte contre des groupes armés et des groupes terroristes, c'est à l'armée légitime de le faire. À ce titre, nous avons une capacité à parler à Israël, qui est d'une part à travers le mécanisme de surveillance, c'est ce que nous ferons, pour dire les faits, et ensuite par la pression politique.

Néanmoins, votre constat est lucide et clair. Les États-Unis ont plus de pression que qui que ce soit parce que les Israéliens dépendent des États-Unis d'Amérique pour avoir les équipements militaires qui leur permettent de mener l'ensemble des opérations en cours. C'est pourquoi il y a une pression toute particulière qui peut être exercée par les États-Unis d'Amérique. C'est dans le contexte aussi ce que nous attendons du président américain. Il a su montrer, d'ailleurs, ces dernières semaines, que lorsque les États-Unis faisaient pression sur Israël, des cessez-le-feu étaient possibles et pouvaient être respectés. Ce fut le cas à Gaza, avec des libérations d'otages qui s'en sont suivies.

Pour moi, le travail que nous avons à faire dans les prochaines heures, c'est de dire très clairement les faits, pour qu'il n'y ait pas de doute, et de le dire en tant que parties tierces ayant une responsabilité dans le mécanisme de surveillance du cessez-le-feu. C'est de s'assurer que les forces armées libanaises sont en capacité d'assurer tout leur rôle, et donc de poursuivre ce travail qui est en cours, qui n'est pas finalisé, mais qui est indispensable. Et c'est ensuite d'avoir un échange, et avec le Président américain, avec le Premier ministre israélien, pour pouvoir revenir à un respect plein et entier du cessez-le-feu. Notre conviction stratégique, et je crois que nous la partageons, je ne crois pas, je sais que nous la partageons avec le président Joseph AOUN, c'est très clairement que le non-respect aujourd'hui du cessez-le-feu, compte tenu des résultats des forces armées libanaises et de l'engagement du Liban, est contre-productif pour les intérêts de sécurité d'Israël, parce qu'elle ne fait que légitimer des actions du Hezbollah. Et ce n'est pas le but recherché par Israël.

Journaliste

Monsieur le Président AOUN, Monsieur le président de la République. Quel est l'état des relations diplomatiques entre Paris et Tel-Aviv, entre vous et Benyamin NETANYAHOU ? Il y avait eu des mots très durs en octobre dernier. Vous dites que vous l'appellerez dans les prochaines 48 heures, mais est-ce que vous avez l'impression qu'un dialogue est toujours possible avec lui ? Est-ce que vous avez l'impression qu'il vous écoute, à la fois sur la question libanaise, mais aussi sur la situation à Gaza ?

Emmanuel MACRON

D'abord, le dialogue est indispensable. Il n'a jamais été rompu. Je vous confirme que cette discussion se tiendra parce qu'elle a été programmée, y compris avant les frappes de ce matin. Israël est un pays ami et partenaire de la France.

La sécurité d'Israël a toujours été pour nous une des priorités aussi de notre politique dans la région. Vous savez le rôle, l'engagement qui a été le nôtre dès le jour même du 7 octobre, dans tous les mois qui ont suivi, et pour aussi à la fois la sécurité d'Israël, de son peuple et la libération de tous les otages. Néanmoins, parce qu'il y a cette amitié, parce que nous avons aussi, je dirais, un lien tout particulier avec la région, et le Liban est ô combien symbolique de ce lien, nous pouvons parfois partager nos désaccords. Et donc oui, nous avons appelé dès le mois d'octobre 2023 à un cessez-le-feu à Gaza parce que nous considérions que la situation humanitaire l'exigeait. Oui, nous avons condamné dès le début l'incursion sur le sud Liban. Et oui, dès qu'il y a des désaccords, nous les exprimons. Mais nous continuons de travailler, nous continuons d'être engagés. Donc, quand il y a des désaccords, nous les partageons et nous essayons de les résoudre.

Nous espérons avoir de l'influence autant que possible en nous coordonnant avec les autres partenaires de la région et avec d'autres alliés. Le dialogue ne s'est jamais interrompu, il ne s'interrompra pas, parce que c'est une nécessité, c'est aussi l'intérêt de tous. J'aurai le dialogue avec le Premier ministre NETANYAHOU sur nos relations bilatérales, sur ses intérêts de sécurité, sur nos coopérations, mais également sur les conditions pour reprendre un cessez-le-feu à Gaza qui est indispensable pour bâtir une solution le jour d'après sur le plan politique et sécuritaire, pour aller vers une solution à deux États qui, comme vous le savez, est notre conviction, mais aussi notre responsabilité compte tenu de la conférence que l'Arabie saoudite et la France auront organisée dans les mois prochains.

J'évoquerai la situation au Liban et je plaiderai pour un respect strict du cessez-le-feu auquel Israël s'est engagé, parce que je pense que c'est l'intérêt du Liban et d'Israël.

Merci beaucoup, mesdames et messieurs, et merci une fois encore au Président. Merci beaucoup.